

## En demandant «solennellement» à José Manuel Barroso de «renoncer» à travailler pour Goldman Sachs, le Gouvernement français devient officiellement «complotiste»



13 juillet 2016 : Le secrétaire d'État français aux affaires européennes, [Harlem Désir, vient de demander](#) « solennellement », devant les députés français, à l'ancien président de la Commission européenne José Manuel Barroso de « renoncer » à travailler pour la banque Goldman Sachs. Il a demandé tout aussi « solennellement » à la Commission européenne de changer ses règles applicables aux anciens commissaires.

Plus fort encore, le secrétaire d'État français a dénoncé publiquement le rôle joué par la banque d'affaires américaine dans le trucage des comptes publics grecs, qui a permis à la Grèce d'entrer frauduleusement dans la zone euro, conformément aux décisions de l'oligarchie.

Harlem Désir a en effet déclaré que l'embauche de l'ancien président de la Commission européenne « est particulièrement scandaleuse, compte tenu notamment du rôle joué par cette banque dans la crise financière de 2008 mais aussi du trucage des comptes publics de la Grèce ».

### Commentaires

En reconnaissant officiellement :

1° que le pantouflage de Barroso chez Goldman Sachs est un véritable scandale ;

2- et que cette banque d'affaires américaine a joué un rôle décisif dans l'entrée frauduleuse de la Grèce dans la zone euro,

le Gouvernement français vient de reconnaître implicitement :

## Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~

a) la corruption des dirigeants euro-atlantistes, ou du moins de certains d'entre eux,

b) le fait que Goldman Sachs, loin d'être une institution honorable, est une organisation criminelle capable de falsifier les comptes publics d'un État d'Europe souverain, et cela à des fins frauduleuses,

c) et le rôle que jouent les cercles du pouvoir américains en sous-main dans la prétendue « construction européenne » - les liens entre Goldman Sachs et les services d'influence états-uniens étant un secret de Polichinelle.

Ces trois aveux implicites sont proprement énormes.

Ils prouvent que le Gouvernement français est de plus en plus acculé par l'avalanche de révélations sur Internet - en particulier grâce à l'UPR - qui permettent au grand public de comprendre enfin "Qui gouverne la France".

Mais, en commençant à reconnaître un morceau de la vérité, Harlem Désir et le Gouvernement français jouent gros.

a) Comment vont réagir les chiens de garde ?

-----  
D'une part - et c'est ce qui est le plus drôle - MM. Valls et Désir risquent de voir déferler à leurs trousses tous les chiens de garde de l'oligarchie, dressés par leur maître pour hurler au « complotisme » ou au « conspirationnisme » dès qu'un esprit libre et indépendant s'intéresse, pour de bon, au rôle joué par Washington et par l'oligarchie financière et industrielle euro-atlantiste dans la prétendue « construction européenne ».

On imagine déjà les notices fielleuses de l'encyclopédie Wikipédia gérée par des inconnus aux opinions toujours très orientées, les investigations obsessionnelles de "Conspiracy Watch" de Rudy Reichstadt, les brulots incendiaires d'Ornella Guyet (alias Marie-Anne Boutolleau), décrivant Harlem Désir et Manuel Valls comme des « conspirationnistes » et des « fachos ».

On jubile d'avance devant les étonnements réprobateurs de tel ou tel journaliste s'indignant de cet « anti-américanisme primaire »....

b) Le château de cartes perd une nouvelle carte

-----  
D'autre part - et c'est ce qui est le plus sérieux -, l'expérience historique prouve que les édifices politiques fondés sur l'intimidation et le mensonge sont comme des châteaux de cartes.

Lorsqu'une carte commence à céder, c'est une deuxième qui lâche rapidement, puis une troisième, une quatrième, une cinquième, puis toute la structure qui s'effondre.

De ce point de vue, il est certain qu'une telle déclaration « solennelle » du gouvernement français devant les députés n'aurait jamais eu lieu si les Britanniques n'avaient pas décidé souverainement de faire sortir le Royaume-Uni de l'UE.

Preuve en est que pas un membre du gouvernement français n'avait demandé « solennellement » à Nicolas Sarkozy - [en juin 2013](#) - de « renoncer » à se faire payer 100 000 dollars par Goldman Sachs pour prononcer un discours indigent sur l'avenir de l'Europe dans un hôtel de Londres.

Seulement voilà : nous ne sommes plus en juin 2013. Nous sommes en juillet 2016, les esprits ont fantastiquement évolué en 3 ans, grâce à Internet, et la victoire du Brexit constitue un séisme historique qui n'en est encore qu'à ses débuts.

Partout à travers l'Europe, les peuples sont en train de redécouvrir la puissance formidablement libératrice d'une parole qui ose enfin dire la vérité.

Décidément, les mois et les années qui viennent vont être riches en bouleversements politiques et géopolitiques de toute première importance.